

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 5 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)

Centrale de l'Est - Route Nationale
57270 Richemont

Références :
Code AIOT : 0006201722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) implanté Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 11/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection en objet a porté sur le suivi des échéances issues de la précédente visite relative au suivi en service des équipements sous pression exploités par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE sur le territoire de la commune de RICHEMONT.

La visite a été réalisée notamment dans le cadre de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2035 du 8 décembre 2023 mettant en demeure l'entreprise de régulariser sa situation administrative au regard de la réglementation applicable aux équipements sous pression.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)
- Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont
- Code AIOT : 0006201722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Air Liquide France Industrie est autorisée par arrêté préfectoral n°86-AG/2-86 du 6 février 1986 modifié à exploiter des installations de production de gaz de l'air.

Le site est classé Seveso seuil haut en raison des quantités d'oxygène présentes sur le site (rubrique n°4725).

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Programme de contrôle des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Etat des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence que l'arrêté préfectoral de mise en demeure susmentionné est respecté. Au regard de ces constats, il est proposé à Monsieur le préfet de la Moselle de lever l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2035 du 8 décembre 2023.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de contrôle des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription e• date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2035 du 8 décembre 2023, l'exploitant a été mis en demeure, dans un délai de trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • définir la nature des contrôles à réaliser sur les parties enterrées des tuyauteries soumises à inspection périodique (à l'exception de la tuyauterie n°150_NG-5201-2_04), • et de procéder aux inspections périodiques nécessaires conformément aux articles 15 et 16 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué disposer de trois tuyauteries enterrées soumises à suivi en service, hors la tuyauterie n°150_NG-5201-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tuyauterie n°300_OG_2002, • tuyauterie n°150_NG_S103, • tuyauterie n°350_OG_S103. <p>L'Inspection a consulté le programme de contrôle des tuyauteries susmentionnés. Ces derniers prennent bien désormais en compte les contrôles associés aux parties enterrées des tuyauteries.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis le 6 octobre 2025 les comptes rendu d'inspection périodique d'équipements sous pression réalisés par l'APAVE n°689442, 689443 et 689444 en date du 29 septembre 2025 relatifs respectivement aux équipements 300_OG_2002, 350_OG_S103 et 150_NG_S103. Aucune observation n'a été formulée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : État des équipements

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection de l'environnement avait constaté que la tuyauterie n°150-NG-5201-2 présentait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des défauts de peinture accompagnés d'une amorce de corrosion au niveau du premier coude identifié sur l'isométrie, • un décollement partiel de la bande de protection au niveau de la première entrée/sortie

de sol, générant un risque d'infiltration d'eau et donc de corrosion.

Le jour de la visite, l'Inspection a relevé que le défaut de peinture constaté lors du précédent contrôle est toujours présent. Celui-ci ne présente toutefois ni piqûres ni crevasses.

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a procédé à des mesures d'épaisseur sur la zone affectée, après brossage de la tuyauterie. Les mesures réalisées indiquent une épaisseur résiduelle homogène comprise entre 4,5 et 4,7 mm. Ces résultats ont été comparés à une mesure effectuée en extrados, sur une zone saine, qui a montré des valeurs du même ordre de grandeur entre 4,0 et 4,5 mm.

L'exploitant s'est engagé à procéder à une remise en peinture au niveau de la zone brossée.

En ce qui concerne l'émergence de sol, l'Inspection a constaté, le jour de la visite, que celle-ci avait fait l'objet d'une réparation.

Type de suites proposées : Sans suite